

Discours du 8 mai 2025.

Messieurs les présidents d'associations d'anciens combattants,
Mesdames et Messieurs les anciens combattants,
Mesdames et Messieurs les représentants des autorités civiles et militaires,
Mesdames et Messieurs les présidents d'associations,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mes chers concitoyens, chers enfants,

Il y a 80 ans, le 8 mai 1945, l'Allemagne nazie capitulait. La liberté triomphait d'une idéologie nourrie de haine et de terreur après 6 années marquées par des luttes armées, des années d'occupation, de collaboration c'est-à-dire de trahison, d'extermination. Partout en France, le 8 mai 1945, dans les villes et les villages, dans les campagnes, un même sentiment se propageait d'exaltation, d'intense soulagement, une liesse populaire après des années d'effroi.

Ce second conflit mondial représente un traumatisme sans précédent pour le monde. Il est marqué par une véritable hécatombe : plus de 50 millions d'êtres humains ont péri pendant cette épouvantable période. Ce sont les victimes militaires des combats, les pertes civiles dans les bombardements et bien sûr, les victimes des génocides. A ces sinistres chiffres doivent encore s'ajouter les 35 millions de blessés et plus de 3 millions de disparus.

Le monde entier a découvert l'ampleur de l'ignominie des camps de concentration. Auschwitz est devenu le symbole de l'horreur, de la barbarie. Sous nos yeux est apparu crûment le système d'extermination des juifs par les nazis, révélant la profondeur du racisme et de l'antisémitisme qui imprégnaient nos sociétés. Sans oublier l'extermination de celles et ceux que les nazis considéraient comme des sous-êtres : handicapé-es, tziganes, slaves, homosexuels, communistes...

La libération a charrié avec elle une véritable crise civilisationnelle dont les stigmates demeurent aujourd'hui encore.

Ensuite, si cette date est synonyme de joie sur le territoire national, elle est aussi un jour de deuil de l'autre côté de la Méditerranée. Au moment où la France était libérée de la tyrannie, elle réprimait dans le sang des manifestations indépendantistes en Algérie, à Sétif, Guelma et Kherrata, prémices d'une décolonisation difficile.

Commémorer le 8 mai, c'est évoquer le passé pour ne jamais oublier. Mais c'est en même temps pointer une direction de sens, de valeurs, une direction politique et éthique, un héritage de principe et de droits à préserver face à tous les fascismes, un héritage à prolonger.

Combattre et lutter pour une société où la concurrence ne remplace pas le lien social, où chacun a sa place d'où qu'il vienne, où le respect et la solidarité ne se mesurent pas à la richesse, où le sens de l'intérêt collectif et du bien commun ne s'effacent pas au profit de la rapacité de quelques-uns.

C'est ce chemin que dès mars 1944, le programme du Conseil National de la Résistance a tracé en nous permettant d'obtenir des mesures politiques, comme le rétablissement de la démocratie, du suffrage universel et de la liberté de la presse. D'une presse non instrumentalisée et objective, par conséquent indépendante des pouvoirs financiers.

Ce sont aussi, des mesures économiques caractérisées par « l'instauration d'une véritable démocratie économique sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie », ce que l'on appellera généralement les nationalisations, et qui est exprimé dans le texte comme « le retour à la nation des grands moyens de production, fruits du travail commun, des sources d'énergies, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques ». Des mesures sociales dont un réajustement important des salaires, le rétablissement du syndicalisme indépendant et « un plan complet de sécurité sociale

visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'Etat. »

Bien que ce pacte ait subi des attaques tout au long de ces 80 années, il reste encore aujourd'hui le socle de notre modèle social Républicain et fait de la France un pays encore civilisé et auquel les Français restent attachés.

Nous avons à cœur de rendre hommage aux femmes et aux hommes qui ont œuvré avec courage, dans l'ombre et au péril de leurs vies, pour la libération de notre pays et le rétablissement de la démocratie.

Ce sont ces hommes et ces femmes qui ont sauvé notre pays de la honte et de l'humiliation. Ils étaient différents de par leurs origines, leurs histoires, leurs parcours mais réunis par un idéal commun, celui de la France universelle.

Nous avons une dette envers ces héros nationaux, nous devons faire preuve de vigilance pour ne pas subir une nouvelle fois les résultats des discours de haine et de racisme dont on connaît l'issue...

Commémorer c'est être lucide, c'est transmettre y compris sur les blessures et les failles auxquelles nous sommes confrontés et que nous devons être capables de regarder en face, 80 ans après.

Dans un monde où les certitudes démocratiques vacillent n'oublions pas que la démocratie n'est pas un acquis immuable mais un jardin fragile qui nécessite un soin constant. Nous devons réaffirmer avec force notre attachement aux valeurs essentielles de liberté, d'égalité et de fraternité. Cela passe par un engagement renouvelé dans notre débat démocratique par un bannissement du mensonge, de la calomnie, une défense acharnée de la liberté de la presse indépendante pour éviter l'instrumentalisation de l'opinion et un soutien sans faille aux institutions qui garantissent l'Etat de droit en particulier l'indépendance de l'institution judiciaire. Cela passe aussi par la défense des droits de l'homme et du respect du droit international.

L'histoire nous enseigne que les démocraties ne meurent pas brutalement, mais s'étiolent progressivement, presque imperceptiblement. C'est à nous citoyens éclairés, de rester vigilants face aux dangers qui nous guettent.

La démocratie n'est pas un spectacle passif, c'est une œuvre collective à laquelle chacun peut contribuer. Osons être les gardiens intransigeants de nos libertés, c'est dans leur exercice que réside notre meilleure défense contre le fascisme rampant.

Ici même, devant ce monument aux morts où nous nous inclinons en hommage aux millions de victimes de cette folie destructrice organisée, programmée et exécutée au nom d'une idéologie barbare, nous nous élevons avec force et détermination contre le mépris du souvenir aux disparus et au révisionnisme insupportable de notre histoire.

Aussi, tête haute, forts de nos convictions Républicaines, nous rappelons que le 8 mai devient chaque année davantage le moment de symboliser et de porter les valeurs de respect et de dignité tirées des enseignements de notre histoire.

Le 8 mai 1945, c'est la fin de la peur, l'avènement de l'espoir, de la vie, des jours heureux et de la victoire.

Nous restons fidèles à la mémoire de nos libérateurs.

Nous restons fidèles et nous n'oublions pas les martyres qui périrent dans les prisons et dans les camps de concentration.

Il est plus jamais utile aujourd'hui de réfléchir à cette pensée du résistant Pierre Brossolette : « Ce que nos morts attendent de nous, ce n'est pas un sanglot, mais un élan. »

Souvenons-nous aujourd'hui, demain, toujours de ce que signifie ce 8 mai 1945.

Vive la paix, vive la République, vive la France.